



## La gestion de risque du crédit bancaires : Cas d'une banque publique Algérienne

### *Bank credit risk management case of an Algerien bank*

**Zahra BENCHERIET \***

Laboratoire LARHMO  
Université Abou Bakr Belkaid  
Tlemcen, Algérie  
*zahrabencheriet94@gmail.com*

**Tewfik BENSANHLA TANI**

Laboratoire LARHMO  
Université Abou Bakr Belkaid  
Tlemcen, Algérie  
*toufiktani@live.fr*

*Received: 02/10/2022*

*Accepted: 20/12/2022*

*Published: 31/12/2022*

#### **Résumé :**

L'objectif de ce papier est d'identifier les moyens de prévention contre le risque de crédit, pour cela nous avons appliqué une étude de cas d'un crédit d'investissement basée sur l'analyse financière, ce qui nous a permis de connaître les déterminants primordiaux dans le processus de décision d'octroi de crédit. Nos données ont été analysées par le logiciel EXCEL et les résultats obtenus nous ont permis de conclure que la santé et la taille de l'entreprise, l'analyse financière, l'appréciation des documents comptables présentés par la relation et l'évaluation du projet d'investissement sont des outils qui permettent de gérer et minimiser le risque de crédit en tenant compte d'une panoplie de déterminants, à savoir la qualité des suretés présentées par la relation, sa moralité, son ancienneté, le niveau de son activité, ses mouvements confiés ainsi que l'absence d'engagements encours ou impayés chez les confrères, la nature d'activité, ainsi que l'appréciation de la concurrence dans son domaine d'activité additivement à son apport personnel et la disponibilité de l'information.

**Mots clés :** Activité bancaire, Risque de crédit, Gestion du risque de crédit, Analyse financière, Octroi de crédit.

#### **Abstract :**

The aim of this paper is to identify the means of prevention against the credit risk, for that we applied a case study of an investment credit based on the financial analysis. This has allowed us to know the primary determinants in the process of credit granting decision. Our data were analyzed by EXCEL software and the results obtained have led us to conclude that the health and the size of the company, the financial analysis, the appreciation of the accounting documents presented by the relation and the evaluation of the investment project are tools which allow to manage and minimize the credit risk by taking into account a wide range of determinants, namely the quality of the securities presented by the relation, its morality, its seniority, the level of its activity, its entrusted movements as well as the absence of outstanding or unpaid commitments with the fellow banks, the nature of activity, as well as the appreciation of the competition in its field of activity in addition to its personal contribution and the availability of information.

**Key Words:** Banking activity, Credit risk, Credit risk management, Financial analysis, Credit granting.

**JEL Classification:** G21, D81.

\* Auteur correspondant : Zahra BENCHERIET (*zahrabencheriet94@gmail.com*).



## **Introduction :**

L'environnement bancaire est sensible par rapport aux différents changements économiques, face à ces différentes perturbations les banques sont exposées à plusieurs types de risques nuisant à leurs activités et causant des pertes voire même leurs défaillances, notamment le risque de crédit qui est considéré comme le risque le plus important auquel une banque est exposée cette dernière doit accorder une attention particulière à sa gestion afin de ne pas être en proie à ses conséquences et doit obligatoirement mettre en œuvre des moyens de prévention afin de le gérer.

**Problématique :** C'est dans ce contexte même que notre travail fixe l'objet d'étudier la gestion du risque de crédit, cela nous emmène donc à poser la problématique suivante : **La gestion du risque de crédit à-t-elle un impact sur la prise de décision d'octroi de crédit ?**

**Hypothèse :** Afin de répondre à notre problématique nous avons adopté l'hypothèse suivante : *La gestion du risque de crédit et les outils de son appréciation ont un effet sur le processus d'octroi de crédit.*

**Objet de recherche :** Le but principal de cette étude est de déterminer le processus d'octroi de crédit par la banque crédit populaire d'Algérie à travers la méthode d'analyse financière comme outil de gestion des risques liés aux crédits.

**Méthodologie de recherche :** Afin de répondre à la problématique et de vérifier la validité de l'hypothèse on a effectué une étude théorique et pratique en faisant une étude de cas d'un crédit d'investissement auprès d'une agence de la banque crédit populaire d'Algérie.

## **Études précédentes :**

### **1. Évaluation & contrôle du risque crédit bancaire en asymétrie informationnelle ex- ante, ex -post (Bouchikhi, Ghri et Samir, 2021) :**

L'objectif de ce papier est d'analyser et d'étudier l'efficacité du processus d'octroi de crédit dans la maîtrise des risques liés aux crédits. Afin d'y répondre une étude empirique a été réalisée par la distribution d'un questionnaire sur un échantillon de 80 agences bancaires publiques et étrangères de droit algérien. Nous avons trouvé que les banques souffrent d'un déficit d'informations lors de l'évaluation du risque, ce qui accroît la méfiance des banquiers à l'égard des entreprises. Dans un contexte d'opacité informationnelle, l'évaluation et le contrôle du risque crédit-entreprise par les banques algériennes se fait par l'analyse financière traditionnelle. Aussi l'asymétrie informationnelle à travers la signalisation et l'aléa moral impacte significativement les décisions ex ante et ex post des banquiers.

### **2. La Gestion du Risque Opérationnel dans le Secteur Bancaire, Cas de la Banque Société Générale Algérie (Soufyane et Bensaoula Bezzar, 2020) :**

L'objectif de cette étude est l'évaluation de la problématique de gestion du risque opérationnel, ce dernier représente un facteur déterminant de toute prise de décision. Donc le risque apparaît comme l'un des défis actuels des dirigeants pour le définir, le mesurer et le gérer pour améliorer la performance. Afin d'évaluer le risque opérationnel, on a procédé à une étude empirique au sein de la banque société générale Algérie et parmi les principaux résultats de notre recherche c'est



la nécessité de la communication d'une stratégie claire de la gestion des risques en général et plus particulièrement les risques opérationnels par la direction générale à l'ensemble du personnel nque et avoir de la transparence dans les transactions bancaires.

**3. Le Risque De Crédit Et L'asymétrie De L'information : Le Cas Des Banques Publiques Algériennes (Marouf & Ghellil, 2018) :** L'objectif de l'étude est d'identifier sur quels mécanismes les banques publiques algériennes se basent elles afin de réduire l'imperfection informationnelle qui caractérise le marché algérien du crédit. L'application de l'analyse en composantes principales (ACP) à l'aide du logiciel SPSS, a permis d'identifier les critères les plus déterminants de la décision d'octroi de crédit dans les banques publiques algériennes. En effet, selon les résultats, lors de l'étude du dossier de crédit déposé par une ancienne relation ou par une nouvelle relation, d'une part, le patrimoine de l'emprunteur et le niveau d'engagement du promoteur à la centrale des risques de la Banque d'Algérie sont des signaux déterminants de la décision d'octroi de crédits devant la rentabilité du projet et le niveau d'engagement du promoteur envers les tiers. Néanmoins, le poids de l'apport personnel et la valeur des garanties se diffère selon le type de la relation.

#### **I. Etude théorique :**

##### **1. Définition du risque de crédit :**

Le risque de crédit est le premier risque supporté par une banque et qui représente le Risque qu'un client puisse à un moment donné être incapable ou ne pas vouloir remplir ses Obligations financières telles que stipulées dans le contrat. C'est donc « la perte potentielle consécutive à l'incapacité par un débiteur d'honorer ses engagements. Cet engagement peut être de rembourser des fonds empruntés, car le plus classique et le plus courant; risque enregistré dans le bilan .cet engagement peut être aussi de livrer des fonds ou des titres l'occasion d'une opération à terme ou d'une caution ou garantie donnée ; risque enregistré hors-bilan. les sommes prêtées non remboursées suite à la défaillance d'un emprunteur doivent être déduites du bénéfice –des fonds propres-qui peuvent alors devenir insuffisants pour assurer la continuité de l'activité.» (Sardi, 2002).Le risque de crédit peut être défini comme étant : « La perte potentielle supportée par un agent économique suite à une modification de la qualité de crédit de l'une de ses contreparties, ou d'un portefeuille de contreparties, sur un horizon donné » (KOFFI. J, mars 2003).

##### **2. Les paramètres du risque de crédit :**

Chaque risque est mesuré à partir de certains paramètres. Pour le risque de crédit sont les suivants :

###### **2.1. La probabilité de défaut (PD : Probability of Default) :**

« La probabilité de défaut représente le risque de la faillite d'un emprunteur se trouvant dans l'impossibilité de rembourser ses créances. Elle peut être analysée et évaluée sur la base d'informations statistiques ». (Bon-Michel et Chappotteau).

###### **2.2. Le taux de perte en cas de défaut (LGD : Loss Given Default) :**

Il correspond au taux de perte constaté en cas de défaillance du dit client. En d'autres termes,il constitue un rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut



d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut. (D'Herouville et Mathieu, 1998)

### **2.3. L'exposition en cas de défaut (EAD : Exposure At Default) :**

C'est un paramètre de risque de crédit, qui représente le montant de la créance exposé au risque de défaut. « Ce montant est en général défini comme le coût de remplacement d'un actif ou d'un engagement, multiplié par le montant initial. Dans le Cas d'un prêt, cette notion est simple puisqu'il s'agit du montant nominal non encore remboursé. Ce montant peut être constaté à un instant donné ou évalué par une simulation du montant maximum sur lequel l'établissement peut être en risque. De nombreuses banques appliquent des pondérations sur le montant nominal par catégorie de produits. » (ibid)

### **2.4. Perte attendue « Expected Loss » :**

Elle fait référence à la perte susceptible d'être encourue compte tenu de la qualité du Montage de la transaction et de toutes mesures prises pour atténuer le risque, telles que les sûretés réelles. Dans la méthode IRBA, l'équation suivante résume le rapport entre ces variables : (Société Générale, 2014) :  $EL = PD \times EAD \times LGD$ . Concrètement, la perte potentielle au niveau individuel est égale à la probabilité que la contrepartie fasse défaut multipliée par ce que la contrepartie doit au moment du défaut et par le taux de perte. S'agissant du niveau portefeuille, cette perte est caractérisée par la somme des pertes attendues sur l'ensemble des crédits le composant et dont la couverture se fait en théorie par des provisions.

### **2.5. La perte inattendue « Unexpected Loss : UL » :**

Les pertes effectives ont parfois tendance à dépasser les pertes attendues, ce qui crée un gap faisant référence à la volatilité de la perte future par rapport à la moyenne de la perte attendue. Ces pertes potentielles doivent être couvertes non pas par des provisions comme ce qui était le cas de la perte attendue, mais par les fonds propres.

### **2.6. L'échéance effective (Effective Maturity) :**

Il s'agit du paramètre de risque crédit qui permet de connaître l'échéance effective des expositions considérées.

## **3. Les méthodes de gestion du risque de crédit :**

### **3.1. Les méthodes empiriques :**

Elles s'inscrivent dans une logique subjective basée sur l'hypothèse selon laquelle la situation future d'une entreprise dépend de sa situation actuelle ; pour émettre un jugement, ces méthodes se proposent de passer en revue, un ensemble d'indicateurs déterminés a priori afin d'estimer le risque de défaillance de la contrepartie. On cite :

**a. L'analyse financière :** « consiste à étudier le passé pour évaluer le présent et prévoir l'avenir » (Vernimmen.P, 2013) l'analyse financière constitue à la fois, la méthode la plus ancienne et la plus utilisée par les banques pour mesurer la solvabilité, la rentabilité et la liquidité De l'entreprise, à partir d'un diagnostic économique et un diagnostic financier. De manière globale, « l'analyse financière consiste à retracer la politique financière menée par une entreprise afin d'apprécier comment elle atteint ses objectifs et respecte les différentes contraintes qui pèsent sur elle, dont celle de solvabilité » (Kharoubi et Thomas, 2016)



**b. Les systèmes experts :** C'est une approche de nature qualitative, qui vise à reproduire de façon cohérente les règles de décision des experts en matière de crédit.

**c. La notation (rating) :** « est un processus d'évaluation du risque attaché à un titre de créance, synthétisé en une note, permettant un classement en fonction des caractéristiques particulières du titre proposé et des garanties offertes par l'émetteur» (Karyotis.D) La notation constitue la méthode empirique la plus aboutie. L'analyse se base sur des modèles alimentés par des données qualitatives sur la stratégie et des données quantitatives (ratios financiers) et attribue une note sur une échelle fermée se traduisant par une probabilité de défaut.

### **3.2. Les méthodes statistiques :**

**a. Le scoring :** C'est une mesure objective du risque qui se base sur l'exploitation statistique des données historiques pour calculer une note synthétique s'interprétant par une probabilité de défaut permettant ainsi de ranger les emprunteurs en classe de risque » (Dietsch et Petey, 2008) Le scoring est très largement utilisé notamment pour les crédits aux particuliers ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises.

## **II. Etude empirique : la gestion du risque de crédit au sein de la banque CPA :**

Dans la partie précédente, nous avons entamé les différents aspects théoriques liés à la gestion du risque crédit. A cet effet nous allons consacrer cette présente partie pour une étude d'un crédit d'investissement déjà traitée au niveau d'une agence de la banque CPA (crédit populaire d'Algérie), sur laquelle nous avons mis à l'essai notre propre étude appliquant les techniques d'analyse financière et d'évaluation des projets.

Pour cela, nous allons illustrer dans un premier temps une brève présentation de l'organisme d'accueil. Ensuite nous allons dérouler, selon notre approche, une étude de cas pratique d'une demande de crédit d'investissement dont nous allons présenter l'investisseur puis le projet ensuite nous allons faire une analyse technique, analyse commerciale, ainsi faire une appréciation de ses états financiers présentés par le biais d'une analyse financière comme outil de gestion et d'évaluation du risques de crédit. pour conclure nous allons calculer les différents ratios comptables et les interpréter afin de cerner la santé de cette affaire et citer les différents éléments qui contribuent davantage à la maîtrise du risque de crédit ainsi qu'amélioration et de prise de décision d'octroi de crédit.

### **1. Présentation du crédit populaire d'Algérie :**

Dans le but de spécialisation des activités bancaires, le CPA a été créé par l'ordonnance n°66-366 du 29/12/1966 avec un capital initial de 15 millions de DA, à partir des réseaux hérités des activités gérées auparavant par les banques populaires, ainsi que d'autres banques

Étrangères. Il lui a été affecté la fonction de promouvoir l'activité et le développement de l'artisanat d'hôtellerie, du tourisme et de la pêche. Réputée comme banque universelle, le CPA a pour mission d'encourager le développement du BTPH (bâtiments et travaux publics et hydrauliques), les secteurs de santé et de médicaments, le commerce et la distribution, la PME /PMI. En 1985, le CPA a donné naissance à la banque de développement local(BDL), après cession des 40 agences, le transfert de 550 employés et cadres, et de 89000 comptes clientèles. Le



capital social du crédit populaire d'Algérie initialement fixé à 15 millions de DA s'élève au 13/05/2013 à 48 millions de DA, ainsi le réseau d'exploitation de la banque compte 140 agences encadrées par 15 groupes d'exploitation.

Nous avons tenté de donner un aperçu sur, la banque ( CPA ) ou on a fait notre étude à l'agence d'accueil précisément : Agence Hai Es Salem Oran qui est une agence principale dirigée par un directeur assistée par une directrice adjointe. Nommée par le président directeur générale (PDG) elle fait partie intégrante du groupe d'exploitation de la banque dont elle assure la représentation au niveau locale. Elle est reliée hiérarchiquement au groupe d'exploitation Oran ville .

## 2. L'entreprise « cas » de l'étude:

Notre relation « EURL Y », nous a sollicité pour un crédit d'investissement pour le financement de son projet qui portera sur la production de chocolat de différentes gammes à savoir :

- La gamme L: fabriquée à partir de beur de cacao , de masse de cacao de lait et du sucre d'où son prix particulièrement élevé . Cette gamme englobe différente saveur, noir 72% et même une variété de chocolat au lait sans sucre ajoutée conçu spécialement pour les diabétiques ;
- La gamme M : elle fabriquée de la même manière et au mêmes composantes de la gammes précédentes on y trouve du chocolat fourré à la crème au lait chocolat au lait ou à la crème de caramel , chocolat noir , chocolat aux éclats de noisettes . le prix de vente de cette gamme est le même par rapport à la première .

La demande de crédit formulée par la EURL consiste à financer à hauteur de 80% du montant total du projet , soit 280 109 KDA = ( 280 109 000 de DA) remboursable sur 10 ans dont 02 ans de différé (8ans+2ans).

Pour cela, la relation a présenté les documents suivants :

- Une demande de crédit chiffrée, détaillée et signée par la personne habilitée ;
- Les documents juridiques et administratifs (statuts, registre de commerce, NIF ,NIS ...etc) ;
- Les attestations de mise à jour fiscales et parafiscales (CNAS, CASNOS et Extrait de rôle) ;
- Bilan d'ouverture ;
- Une étude technico-économique comportant les bilans et TCR prévisionnels des 10 prochaines années ;
- Acte de propriété du terrain abritant l'activité ;
- Les factures Pro-Forma des équipements à acquérir ;
- Autorisation d'exploitation délivrée par les autorités compétentes ;
- Décision d'octroi des avantages fiscaux et parafiscaux de l'ANDI.

### 2.1. Présentation de l'investisseur et du projet

**a. Présentation de l'investisseur :** L'entreprise EURL Y a été créée le 03/01/2022 dans la wilaya d'Oran tel que présenté dans les statuts. Son activité consiste à la production de chocolat de différentes gammes sus citées. Elle est dotée d'un capital social de 70 027 KDA. Le gérant Mr B.Y, comptable de formation, bénéficie d'une



riche expérience en matière de gestion des entreprises, notamment dans le secteur de production, Il est également à la tête d'autres affaires florissantes dans le domaine de l'agro-alimentaire.

#### **b. Présentation du projet :**

- **Objet du projet :** Le projet consiste à la production de chocolat (gamme L et M).
- **Localisation du projet :** Le projet sera implanté à Ecoles lot n°107 zinne industrielle, Oran sur un terrain de 6 000 m<sup>2</sup> acquis déjà par la relation.
- **Impact du projet :** Il s'agit d'un projet particulièrement innovant, au plan économique, qui permettra d'approvisionner le marché local d'une manière durable, de répondre à la demande de plus en plus élevée et de se substituer au produit étranger. Sur le plan social, l'achèvement du projet contribuera à l'absorption du chômage en créant 60 postes d'emploi dont des administrateurs et des agents de production.
- **Les avantages octroyés par l'ANDI :** Comme tout autre projet d'investissement, ce projet a bénéficié des avantages accordés par l'Etat afin d'encourager l'investissement et faciliter le démarrage de l'activité aux entrepreneurs :
  - Exonération de l'impôt sur le bénéfice (IBS) pendant 03 ans
  - Exonération de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) pendant 03 ans
  - Franchise de la TVA sur les biens et services importés ou acquis localement entrant dans la réalisation de l'investissement ;
  - Exonération des droits de douanes pour les biens importés entrant directement dans la réalisation du projet.
  - L'analyse du projet : la faisabilité du projet ainsi que l'étude de marché

#### **2.2. L'analyse commerciale :**

**a. Le produit :** Tel que présenté précédemment, la EURL Y est spécialisée dans la production de chocolat de différentes gammes destiné à la consommation locale.

**b. Le prix :** Les prix ont été établis en s'alignant à la stratégie de marché, les gérants ont également prévus une augmentation annuelle des prix de 2% :

**Tableau 1 : Déterminants du CA :**

<b>Produit</b>	<b>Poids</b>	<b>Prix unitaire TTC</b>
<b>Gamme M</b>	1 kg	800
<b>Gamme L</b>	1 kg	800

**Source :** établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran La production annuelle prévue est de 850 000 Kg avec un chiffre d'affaire en 1ère année d'exploitation de 680 000 KDA.

#### **2.3. L'analyse technique :**

**a. Moyens de productions :** L'entreprise envisage d'acquérir une chaîne de production nécessaire de l'étranger, cette chaîne répond aux derniers critères de technologie. .

**b. Approvisionnement :** L'approvisionnement en matière première (beurre de Cacao, lait en poudre, et emballage) se fera auprès de fournisseurs étrangers, quant à l'emballage, il sera acquis auprès de fournisseurs locaux. Les besoins de



l'entreprise augmenteront à raison de 3% par an (les données des tableaux seront présentés en KDA : 1KDA =1000 DA ) :

**Tableau 2 : Approvisionnement**

Matières premières et autres consommations	Cout annuel
Beurre de Cacao	131 950KDA
Lait en poudre	275 600 KDA
Emballage	940 KDA

Source : établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran

#### 2.4. L'analyse des coûts :

**Tableau 3 cout de l'investissement**

Rubrique	Montant KDA
Chaîne de production	329 470
BFR	20 666
Total	350 136

Source : établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran

**Planning de réalisation :** Le délai de réalisation du projet s'étalera sur une (01) année. L'entrée en exploitation est prévue en Janvier 2023.

#### 2.5. Application de l'analyse financière :

**a. L'amortissement:** La valeur nette comptable est de 32 947 KDA, elle est obtenue à partir des immobilisations auxquels on soustrait le total des dotations aux amortissements. Le total de l'amortissement de la période de crédit : 296 523 KDA

**Tableau 4 : le tableau d'amortissement**

Désignation	Montant KDZD	Taux	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Amortissem	
													ents	VNC
													Cumulés	
La chaînes de production	329 470	10%	0	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	296 523	32 947

Source : établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran

**b. Les bilans prévisionnels :** La relation nous a présenté les états financiers suivants que nous allons détailler par la suite et sur la base de ces documents nous avons pu faire notre étude de cas portant sur l'évaluation de projet et l'analyse financière nécessaire dans la gestion du risques de crédit afin de prendre la bonne décision concernant le financement de cette affaire.



Tableau 5 l'actif du bilan prévisionnel

ACTIF	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>										
Immobilisations incorporelles :										
Immobilisations corporelles :		266 523	263 576	230 629	197 682	164 735	131 788	98 841	65 894	32 947
Immobilisations en cours :	329 470									0
Terrain	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000
Immobilisations financières :										
Titres mis en équivalence										
Autres participations et créances rattachées										
Autres titres immobilisés										
Prêts et autres actifs financiers non courants										
Impôts différés actif										
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>	<b>629 470</b>	<b>566 523</b>	<b>563 576</b>	<b>530 629</b>	<b>497 682</b>	<b>464 735</b>	<b>431 788</b>	<b>398 841</b>	<b>365 864</b>	<b>332 947</b>

Source : établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran

**Tableau 6 : le passif du bilan prévisionnel**

PASSIF	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>CAPITAUX PROPRES</b>										
Fonds Social	70 027	70 027	70 027	70 027	70 027	70 027	70 027	70 027	70 027	70 027
Réserves										
Ecart de réévaluation										
Ecart d'équivalence										
Résultat net	-20 666	113682	119947	106907	81 464	88 954	95 291	98 819	101762	108573
Autres capitaux propres- Report à nouveau		-20666	90 003	206 316	310 210	386 197	468 527	557 388	662 937	790 916
<b>TOTAL I</b>	<b>49 361</b>	<b>163 043</b>	<b>279 977</b>	<b>383 250</b>	<b>461 701</b>	<b>545 178</b>	<b>633 845</b>	<b>726 234</b>	<b>834 726</b>	<b>969 516</b>
<b>PASSIF NON COURANT</b>										
Emprunt et dettes financières (CMT)	280 109	280109	245095	210082	175068	140054	105041	70 027	35 014	0
Autres dettes n/courante	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Provisions et produits constatés d'avance										
<b>TOTAL II</b>	<b>580 109</b>	<b>580 109</b>	<b>545 095</b>	<b>510 082</b>	<b>475 068</b>	<b>440 054</b>	<b>405 041</b>	<b>370 027</b>	<b>335 014</b>	<b>300 000</b>
<b>PASSIF COURANT</b>										
Fournisseurs et comptes rattachés		19 999	40 031	44 794	15 342	16 074	23 260	61 713	56 262	31 423
Impôts										
Autres dettes										
Trésorerie passive		10 000	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL III</b>	<b>0</b>	<b>29 999</b>	<b>40 031</b>	<b>44 794</b>	<b>15 342</b>	<b>16 074</b>	<b>23 060</b>	<b>61 713</b>	<b>56 262</b>	<b>31 423</b>

Source : établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran

### c. Les TCR prévisionnels :

**Tableau 7 le TCR du bilan prévisionnel**

TCR	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Chiffre d'affaires		680 000	700 400	721 412	743 054	765 346	788 306	811 956	836 314	861 404
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>0</b>	<b>680 000</b>	<b>700 400</b>	<b>721 412</b>	<b>743 054</b>	<b>765 346</b>	<b>788 306</b>	<b>811 956</b>	<b>836 314</b>	<b>861 404</b>
Variation stocks produits finis et encours										
Production immobilisée										
Subventions d'exploitation										
<b>I PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>0</b>	<b>680 000</b>	<b>700 400</b>	<b>721 412</b>	<b>743 054</b>	<b>765 346</b>	<b>788 306</b>	<b>811 956</b>	<b>836 314</b>	<b>861 404</b>
Achats consommés		438 490	451 645	465 194	479 150	493 524	508 330	523 580	539 287	555 466
charges extérieures	13 824	67 513	68 566	69 683	70 835	72 023	73 533	75 688	77 307	78 955
<b>II CONSOMMATION DE L'EXERCICE</b>	<b>13 824</b>	<b>506 003</b>	<b>520 211</b>	<b>534 877</b>	<b>549 985</b>	<b>565 547</b>	<b>581 863</b>	<b>599 268</b>	<b>616 594</b>	<b>634 421</b>
<b>III VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION</b>	<b>-13 824</b>	<b>173 997</b>	<b>180 189</b>	<b>186 535</b>	<b>193 069</b>	<b>199 799</b>	<b>206 443</b>	<b>212 688</b>	<b>219 720</b>	<b>226 982</b>
Charges du personnel	6 842	27 368	27 915	28 473	29 043	29 624	30 216	30 820	31 437	32 065
Impôts, taxes et versements assimilés		0	0	0	14 861	15 307	15 766	16 239	16 726	17 228
<b>IV EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-20 666</b>	<b>146 629</b>	<b>152 274</b>	<b>158 061</b>	<b>149 166</b>	<b>154 868</b>	<b>160 461</b>	<b>165 628</b>	<b>171 557</b>	<b>177 689</b>
Autres produits opérationnels										
Autres charges opérationnelles										
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	0	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947



Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	0	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947	32 947
Dépréciation des Actifs (stock et créance)										
Reprise sur pertes de valeurs et provisions										
<b>V RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-20 666</b>	<b>113 682</b>	<b>119 327</b>	<b>125 114</b>	<b>116 219</b>	<b>121 921</b>	<b>127 514</b>	<b>132 681</b>	<b>138 610</b>	<b>144 742</b>
Produits financiers										
Charges financières (CMT)	0	0	0	18 207	15 931	13 655	11 379	9 104	6 828	4 552
<b>VI RESULTAT FINANCIER</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-18 207</b>	<b>-15 931</b>	<b>-13 655</b>	<b>-11 379</b>	<b>-9 104</b>	<b>-6 828</b>	<b>-4 552</b>
<b>VII RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS</b>	<b>-20 666</b>	<b>113 682</b>	<b>119 327</b>	<b>106 907</b>	<b>100 288</b>	<b>108 266</b>	<b>116 135</b>	<b>123 577</b>	<b>131 782</b>	<b>140 190</b>
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	0	0	0	0	17 824	19 312	20 844	24 758	30 020	31 617
Impôts différés (variation) sur résultats ordinaires										
<b>VIII RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>-20 666</b>	<b>113 682</b>	<b>119 947</b>	<b>106 907</b>	<b>81 464</b>	<b>88 954</b>	<b>95 291</b>	<b>98 819</b>	<b>101 762</b>	<b>108 573</b>
Eléments extraordinaires (produits)										
Eléments extraordinaires (charges)										
<b>IX RESULTAT EXTRAORDINAIRE</b>										

3. Source : établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran

## 2.6. Analyse de la structure de l'entreprise :

**Tableau 8 : les ratios de structures**

Ratio	Mode de calcul	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>Autonomie financière</b>	Fonds Propres/Total Bilan	8%	21%	32%	41%	48%	54%	59%	63%	68%	74%
<b>Indépendance financière</b>	Fonds Propres/Capitaux Permanent	8%	22%	34%	43%	49%	55%	61%	66%	72%	77%
<b>Ratio de remboursement</b>	DMLT/CAF	/	1,91	1,61	1,50	1,25	1,22	0,86	0,53	0,25	/
<b>Ratio d'endettement</b>	DMLT+DCT/Total Bilan	92%	78%	68%	59%	51%	45%	40%	37%	31%	25%

Source : établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran

La structure financière de l'entreprise est globalement satisfaisante ce qui justifie sa solvabilité. En effet, son indépendance financière s'améliore au cours des années au fur et à mesure du remboursement de l'emprunt. Le ratio d'endettement qui permet de mesurer la capacité de l'entreprise à souscrire de nouveaux crédits correspond à la norme souhaitée (inférieur à 80%).

Le ratio d'autonomie financière (ratio de solvabilité) s'améliore également au cours des années suivantes et dépasse le seuil minimal de 20% exigé, cela indique que les fonds propres occupent plus de place dans le passif de l'entité. On peut donc conclure que l'entreprise ne présente pas de risque liquidatif durant toute la période du crédit.

## 2.7. Analyse de la liquidité :

Le ratio de liquidité générale permet de mesurer la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à court terme, il est nettement supérieur à 100% durant toute la période étudiée ce qui implique que la relation peut largement couvrir ses dettes à court terme par son actif courant.

**Tableau 9 les ratios de liquidité**

Ratio de Liquidité	Mode de Calcul	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>Liquidité Générale</b>	Actif Courant/DCT	/	691%	753%	909%	2961%	3344%	2733%	1230%	1528%	3080%
<b>Liquidité Restreinte</b>	(Actif Courant-Stock)/DCT	/	671%	565%	736%	2441%	2832%	2366%	1088%	1369%	3008%
<b>Liquidité Immédiate</b>	Disponibilité/DCT	/	0%	219%	418%	1484%	1892%	1691%	88%	1075%	2244%

**Source :** établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran

Le ratio de liquidité restreinte permet de mesurer la capacité de l'entreprise à honorer ses dettes à court terme sans recourir à la liquidation de ses stocks. D'après le tableau ci-dessous on constate qu'il est supérieur à 100% sur tous les exercices à venir, ce qui est très satisfais

## 2.8. Analyse de la rentabilité :

**Tableau 10 les ratios de rentabilité**

Ratio de Rentabilité	Mode de Calcul	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>Rentabilité Economique</b>	Résultat Net/Total Actif	/	14%	14%	11%	8%	8%	9%	9%	8%	8%
<b>Rentabilité Financière</b>	Résultat Net/Capitaux Propres	/	69%	42%	27%	17%	15%	14%	14%	12%	11%
<b>Rentabilité Commerciale</b>	Résultat Net/Chiffre D'affaires	/	16%	17%	14%	10%	11%	11%	12%	12%	13%

**Source :** établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran

D'après les résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, la rentabilité de l'entreprise est assez appréciable. Ce ratio se dégrade un peu à partir de 2029 car la relation a commencé à payer ses impôts ce qui a impliqué la baisse du résultat net. Ce ratio repart ensuite à la hausse pour poursuivre sa tendance haussière.



## 2.9. Analyse de l'équilibre financier

**Tableau 111 les ratios d'équilibre financier**

Libellé	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<b>FR</b>	0	176 629	261 496	362 703	439 077	520 497	607 098	697 420	803 876	936 569
<b>BFR</b>	0	187 383	173 572	175 218	211 269	217 335	217 352	185 912	198 791	231 282
<b>Trésorerie</b>	0	-10 754	87 924	187 485	227 818	303 162	389 946	511 508	605 085	705 287

**Source :** établi par les auteurs à partir des archives de l'agence CPA Hai Es Salem Oran  
Le fond de roulement « FR » est positif et en nette progression sur tout la période étudiée, cela signifie que les immobilisations sont entièrement financées par les capitaux permanents et permettent de dégager un excédent destiné à financer une partie du cycle d'exploitation.

Le besoin en fonds de roulement « BFR » suit dans la même tendance le FR, il représente les besoins de financement à court terme de l'entreprise résultant des décalages des flux de trésorerie correspondant aux décaissements et aux encaissements liés à l'activité opérationnelle.

La trésorerie dégagée est positive sur toutes les années sauf pour la première année où elle est négative. Ce qui indique que les ressources de l'entreprise couvrent l'intégralité de ses besoins.

**a. Prise de décision et recueil des garanties :** Afin de couvrir les risques inhérents à tout concours accordé, le banquier exige des garanties de son client désirent l'obtention d'un crédit bancaire, dans notre cas les garanties suivantes ont été exigées:

- Hypothèque 1<sup>er</sup> rang sur terrain + construction ;
- Nantissement spécial matériel ;
- Délégation assurance multirisque professionnel ;
- Délégation catastrophe naturel ;
- Garantie CGCI (caisse de garanties des crédits d'investissement) ;

**b. Conditions :**

- Centralisation du chiffre d'affaires aux caisses de la banque ;
- Maintien de la trésorerie aux guichets de la banque ;
- Paiement des fournisseurs aux guichets de la banque ;
- Signature de la convention de crédit d'investissement ;

Après avoir examiné les résultats qui mettent en évidence la viabilité économique et la rentabilité financière du projet ,et après avoir recueilli les garanties Nécessaires qui couvre le montant du crédit et s'assurer que la relation n'a pas des engagements



chez les confrères par le biais de la centrale des risques la banque a émis un avis favorable pour la mise en place d'un crédit à moyen terme d'un montant de 280 109 000,00 DA pour une durée de 10 ans dont deux ans de différé (8+2) et au taux de 5.75%.

### **Conclusion :**

L'activité d'une banque la place au confluent d'une grande variété de risques. En effet celle-ci est souvent confrontée à des éléments qu'ils soient internes ou externes, dont l'influence rend incertain, si, quand et dans quelle mesure ils vont atteindre leurs objectifs. L'effet de cette incertitude sur leur fonctionnement est ce qu'on appelle « un risque ».

Ainsi le métier d'une banque consiste à prendre et de maîtriser des risques de différentes natures, et bien évidemment certains plus que d'autres, tel est le cas du risque de crédit. La gestion de celui-ci devrait être ainsi au cœur de toute banque afin de se préparer à son impact financier au cas où il concrétiserait. C'est dans ce sens, nous nous sommes consacrés à la réalisation de ce travail de recherche, ayant comme objectif l'étude de l'apport de l'outil d'évaluation dans la gestion du risque crédit.

La gestion bancaire du risque de non-remboursement passe par une analyse du risque de défaillance qui a surtout été étudiée à travers les ratios comptables et les modèles de prévision, par la rédaction de contrats incitatifs et par des outils de suivis relativement peu développés dans la recherche en gestion. Des recherches sur la notation bancaire seraient pourtant des sujets d'actualité dans un contexte de réforme du ratio de solvabilité appuyée sur le développement de la notation interne. Les aspects qualitatifs de la gestion bancaire du risque de crédit sont également peu évoqués : la relation n'est bien souvent appréhendée qu'à travers sa durée et/ou les volumes de transaction avec une banque, l'analyse des risques est souvent résumée à l'analyse comptable... Il semble que le terrain bancaire, difficile d'accès pour des raisons de secret légal, reste encore largement à explorer afin de comprendre quelles sont les méthodes assurant aux banques leur suprématie en matière de crédit.

Nous avons tenté, tout au long de notre travail, d'élaborer au sein d'une banque publique Algérienne, de présenter les points primordiaux entre la banque et sa relation en matière de crédit, d'apporter des éléments de réponse aux questions posées en introduction générale et ce, à la lumière des résultats et des constats que nous avons tirés au cours des différents chapitres. Les questions que nous avons formulées, nous ont guidés dans notre investigation. Nous avons ainsi découvert un certain nombre de choses qui nous ont permis d'affirmer notre hypothèse qui consiste à ce La gestion du risque de crédit et les outils de son appréciation ont un effet sur le processus d'octroi de crédit.

Pour finir nous avons conclu que le banquier doit s'entourer d'un maximum de précautions afin de minimiser les risques à encourir, de les gérer dans le cas où ceux-ci surviendraient pour pouvoir assurer le remboursement des fonds prêtés, et de les maîtriser tout en utilisant des outils d'évaluation pour s'en prémunir et le capital de l'investisseur doit être important et les documents qu'il présente à la banque doivent être fiables et justes afin que l'étude soit bonne et le risque soit bien maîtrisé.



### Références Bibliographiques :

- Bon Michel Béatrice et Chappotteau Georges. (2008). Contrôle interne bancaire: objectif conformité. Editea, Paris.
- Borderie, A., & Lafitte, M. (2004). La bancassurance stratégies et perspectives en France et en Europe. France: édition Revue Banque.
- Cécile KHAROUBI et Philippe THOMAS. (2016). Analyse du risque de crédit, Banque et Marchés. Revue Banque p 48.
- De Gryse, B. (2005). La bancassurance en mouvement. Bruxelles: Larcier.
- Guide des assurances en Algérie. (2015). Algérie: KPMG.
- H, A. (1997). Etablissement de crédit : Appréciation et methodologie de l'analyse financière . paris: Ed Economica .
- <https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/risque-de-credit>. (s.d.).
- J, D. M. (2008). Mesure et gestion de risque crédit dans les institution financière,. Revue banque .
- Karyotis. D. (s.d.). La notation financière :une nouvelle approche du risque . Revue Banque1995 p 16.
- KOFFI. J, Y. M. (mars 2003). les accords de Bâle et la gestion du risque de crédit . version préliminaire p9.
- L'arrêté du 20 février 2008 fixant le taux maximum de participation d'une banque ou d'un établissement financier dans le capital social d'une société d'assurance et/ou de réassurance. (J.O n°17 du 30 mars 2008).
- L'arrêté du 6 août 2007, fixant les produits d'assurance pouvant être distribués par les banques, établissements financiers et assimilés ainsi que les niveaux maximums de la commission de distribution. (J.O n° 59 du 23 Septembre 2007).
- L'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée. (J.O n°52 du 27 Août 2003).
- L'ordonnance n° 95-07 du 25 janvier 1995, relative aux assurances. (J.O n° 13 du 08 mars 1995.).
- L'ordonnance n° 95-07 du 25 janvier 1995, relative aux assurances, modifié et complétée. (J.O n° 13 du 08 mars 1995).
- La loi 06/04 du 20 février 2006 modifiant et complétant l'ordonnance n°95-07 du 25 janvier 1995, relative aux assurances. (J.O n°15 du 12 mars 2006).
- Lacroix, M.-A. (2017, Janvier). Directive distribution assurances. Quelles implications Stratégiques pour la bancassurance? Revue banque (803-804), 110-111.
- Le décret exécutif n°07-153 du 22 mai 2007 fixant les modalités et conditions de distribution des produits d'assurance par les banques, les établissements financiers et assimilés et les autres réseaux de distribution. ( J.O n° 35 du 23 mai 2007).



- Mansouri, S. (2020). L'influence du contexte économique sur le comportement de multi équipement des clients de la bancassurance. Thèse de doctorat en sciences de gestion. L'université Paris-Dauphine.
- Marjorie, C., Launay, C., & Berangère, M. (2005). La Bancassurance. Paris: Groupe Scor.
- Mergoum, K., & Hassani, H. (2018, Juin). La bancassurance en France, quelle Expérience. Revue des études humaines et sociales -A/ Sciences économiques et droit.(20), 14-29.
- Patrick D'HEROUVILLE et Pierre MATHIEU. (1998). Les Dérivés de Crédit Une nouvelle gestion du risque de crédit. paris: Economica ,p11.
- Patrick D'HEROUVILLE et Pierre MATHIEU. (1998). Les Dérivés de Crédit Une nouvelle gestion du risque de crédit. Paris: Economica,.
- Sardi A.. (2002). audit et contrôle interne bancaire P39. Edition AFGES .
- Serre, E. (2021, Octobre). Bancassurance. Assurance entreprise: un business pour les banquiers. revue banque(860), 26-27.
- Société Générale (2014, mars 14). risque de crédit. Société Générale .
- Trainar, P. (2008). La bancassurance : généralisation ou déclin du modèle ? Revue D'économie financière, 92(2), pp. 53 65.
- UAR. (2022). Consulté le 11 27, 2022, sur Union Algérienne des Société d'Assurances et de Réassurance: <https://www.uar.dz/bancassurance>
- Vernimmen.P, «. F. (2013). finance d'entreprise . Dalloz .